

**RESEAU D'ETUDE DES SYSTEMES DE PRODUCTION
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

**WEST AFRICAN FARMING SYSTEMS
RESEARCH NETWORK**

RAPPORT FINAL

**PROGRAMME D'ACTIVITES
1988 - 1990**

RESPAO, Ouagadougou, Avril 1990

RESPAO s/c OUA/SAFGRAD BP 1783 - Telex 5381 BF, 01 Ouagadougou 01 BURKINA FASO

INTRODUCTION

Dans les années 1970 mais surtout dans les années 1980, les donateurs et les centres internationaux de recherche agricole (CIRA) ont manifesté (et continuent de manifester) un grand intérêt pour le secrétariat et le développement de réseaux de recherche agricole en Afrique au Sud du Sahara. Renforcer la collaboration entre chercheurs, programmes et institutions nationales et internationales, accroître l'efficacité des recherches, éviter les double-emplois et permettre des échanges Nord-Sud principalement au bénéfice du Sud constituaient les motivations essentielles.

Au même moment, le développement de la méthodologie de recherche sur les systèmes de production au sein des centres internationaux de recherche agricole faisait espérer à terme une accélération du processus de développement et de transfert de technologies en faveur du monde rural africain en particulier des groupes les plus pauvres et aussi les plus nombreux.

Rappelons que la méthodologie RSP est une approche ascendante contrairement à l'approche traditionnelle de recherche agricole qui est descendante, essentiellement disciplinaire ou par produit, cantonnée en station et donc ignorant des besoins prioritaires des exploitations agricoles et le contexte interne et externe dans lequel elles doivent produire. La méthodologie RSP se veut basée sur les caractéristiques essentielles suivantes (1) avoir les paysans comme clientèle principale et servir en priorité les plus démunis en identifiant leurs contraintes et en adaptant les technologies à leurs conditions (2) intégrer les paysans comme participants aux différentes phases de recherche et de transfert (3) reconnaître la spécificité des facteurs locaux, techniques et humains et donc proposer des solutions pour des groupes cibles ou des domaines de recommandation (4) avoir une approche qui vise à résoudre les problèmes des paysans donc à accroître leur productivité et leurs revenus (5) appréhender l'exploitation agricole comme un système et donc évaluer les technologies sur les composantes et l'ensemble du système ; être interdisciplinaire et donc associer sciences biologiques et sciences sociales (6) compléter et collaborer avec la recherche disciplinaire et par produit pour mieux la guider dans ses choix de priorité et adapter les technologies que celle-ci génère (7) tester les technologies en milieu réel avec la participation des paysans et dans leurs conditions (8) collaborer avec la vulgarisation pour le transfert des technologies et enfin aider à la définition des priorités de recherche et à l'élaboration des politiques agricoles.

La création du Réseau d'Etudes des Systèmes de Production en Afrique de l'Ouest en 1982 à l'initiative de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA), de l'Institut des Recherches Agronomiques et des Cultures Vivrières (IRAT), de l'Institut International de Recherche sur les Cultures pour les Tropiques Semi-Arides (ICRISAT) et la Gesellschaft fuer Technische Zusammenarbeit (GTZ) était une réponse à cette double préoccupation des donateurs et des centres

internationaux.

De 1982 à 1986, le RESPAO n'a pratiquement pas eu d'activité pour les raisons suivantes.

La première a été l'option des membres fondateurs pour une organisation en association professionnelle de chercheurs plutôt qu'une structure informelle d'institutions dont la coordination serait assurée par un centre international qui aurait fourni un soutien technique et en matière de gestion. A la différence de presque tous les autres réseaux créés sur ce dernier modèle, le RESPAO s'est trouvé confronté à un problème de statut juridique qui a rendu très difficile l'obtention de ressources financières et exclu tout financement important. Cette situation n'a été résolue qu'en 1986 avec la signature d'un accord avec le Comité Scientifique, Technique et de la Recherche de l'Organisation de l'Unité Africaine (CSTR/OUA).

La deuxième raison était la structuration du réseau avec une assemblée générale bi-annuelle, un comité de pilotage de sept membres et un coordonnateur bénévole, à temps partiel et tournant. A l'opposé, les autres réseaux avaient un coordonnateur à plein temps, salarié d'un centre international et n'avaient ni comité de pilotage ni assemblée générale des institutions membres.

Les statuts du réseau donnaient dès le départ plus de poids aux chercheurs nationaux. En même temps, ils le rendaient moins attrayant financièrement et moins crédible du point de vue de ses capacités techniques.

Le Programme Spécial pour la Recherche Agricole en Afrique (SPAAR) du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR) a classé le RESPAO dans les réseaux d'échanges d'information et ne l'a pas retenu dans la liste des réseaux de recherche collaborative recommandés au financement des donateurs.

Le Symposium tenu à Dakar en 1986 a permis de remédier à ces handicaps avec la décision de créer un secrétariat avec un coordonnateur à plein temps et de négocier un accord avec l'OUA/CSTR. Différents donateurs ont répondu positivement à ces décisions. Le comité de pilotage a donc pu élaborer en Mars 1986 un programme d'activités de deux ans en se basant sur les orientations définies par les adhérents.

Le comité a voulu cependant s'assurer que le programme d'activités et la stratégie qui le soutient correspondaient bien aux besoins des adhérents et en particulier des chercheurs, des programmes et des institutions nationaux de recherche sur les systèmes de production en Afrique de l'Ouest. Une réunion des responsables nationaux de la RSP a été organisée à cet effet en Octobre 1988. En dehors d'activités de recherche collaborative et de l'appui à l'obtention de financements que le comité estimait ne pas pouvoir démarrer à cette époque, la stratégie et les activités définies furent approuvées par les responsables nationaux. Les membres des organismes internationaux de recherche agricole présents apportèrent aussi leur soutien.

Le présent rapport vise à évaluer le programme de deux ans.

On se posera successivement les questions suivantes (1) l'organisation et le

fonctionnement du réseau lui permettent-ils de remplir ses fonctions et donc de satisfaire les attentes de ses membres et des différentes personnes et institutions intéressées par ses activités et leurs résultats (2) les activités qui ont été menées pendant ces deux ans correspondent-elles aux objectifs du réseau et ont-elles eu le succès escompté (3) les objectifs correspondent-ils réellement aux besoins des membres et ont-ils le soutien des donateurs du réseau et des institutions auxquels les adhérents appartiennent. En conclusion, on essaiera de dégager des améliorations à apporter et les orientations à retenir pour l'avenir.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU RESPAO

Le Statut Juridique du Réseau

L'accord avec l'OUA/CSTR qui place le réseau sous la tutelle juridique de l'OUA s'avère une solution adaptée. Les actes juridiques (requêtes de financement, contrôle de gestion) sont effectivement effectués par le secrétaire exécutif de l'OUA/CSTR. Le recrutement et la gestion du personnel s'effectuent suivant les règles régissant le personnel de cet organisme. Le réseau bénéficie aussi de l'accord de siège entre l'OUA et le Gouvernement du Burkina : immunité diplomatique du personnel international, exonération des taxes et impôts. La seule question qui se pose concerne les avantages offerts au personnel qui ne semblent pas avoir été suffisamment attractifs, peu de candidatures qualifiées ayant été reçues pour les postes d'éditeur et de documentaliste. Par contre le réseau a eu une autonomie totale pour élaborer et exécuter son programme d'activités.

Le Projet de Recherche et Développement des Cultures Vivrières dans les Zones Semi-Arides (SAFGRAD) du CSTR est chargé d'héberger le secrétariat du RESPAO à Ouagadougou (Burkina Faso) et de lui fournir un certain nombre de services : gestion financière et comptable, facilités en matière de communication, etc... Ces services compensés par un versement de 10% des subventions de fonctionnement reçues devaient permettre d'avoir un secrétariat léger et donc peu coûteux. Cette partie de l'accord n'a pu être que partiellement remplie. Le réseau a dû louer ses propres locaux, les équiper et se doter de certains services. Cela se traduit par une augmentation imprévue des coûts de fonctionnement du secrétariat à laquelle il a fallu faire face avec l'aide des donateurs. Le problème de fonds qui n'a pas été perçu au départ est que le SAFGRAD est un projet. En tant que structure provisoire, il ne bénéficie que d'un soutien financier limité de l'OUA. Il peut mettre à la disposition du réseau les services qu'il possède déjà mais il ne peut utiliser les fonds reçus de ses donateurs pour fournir ces services. Des solutions ont été trouvées à ces problèmes mais le financement actuel du SAFGRAD prenant fin en mi-1991, le comité de pilotage devrait dès maintenant envisager les mesures à prendre au cas où un nouveau financement ne serait pas trouvé. Des discussions avec les responsables du SAFGRAD et de l'OUA/CSTR seront nécessaires.

Les Structures du Réseau

Les différentes structures du réseau sont l'assemblée générale, le comité de pilotage, le secrétariat et les correspondants nationaux.

- Les statuts prévoient l'organisation d'un symposium tous les deux ans et la tenue d'une assemblée générale des adhérents à cette occasion. La dernière assemblée s'est tenue en Septembre 1989 à Accra au Ghana après celle de Dakar, Sénégal, en Mars 1986. Elle a permis d'examiner les activités et la gestion du réseau, la définition de nouvelles orientations et le renouvellement du comité. Près d'une centaine de personnes y ont activement participé. Le lien établi entre le symposium et l'assemblée générale paraît efficace car il permet la participation d'un nombre important de chercheurs et des échanges d'information et d'expériences. Le statut d'association professionnelle permet une réelle participation des membres.

Cependant on n'a pas pu respecter la périodicité de deux ans. La préparation prend beaucoup de temps au secrétariat et le coût de la manifestation est élevé. S'il est difficile pour une association de ne pas avoir d'assemblée générale des membres, on peut cependant s'interroger du point de vue de l'efficacité sur la périodicité. Une périodicité de trois ans permettrait par exemple de consacrer davantage de temps et de ressources à des activités qui contribueraient mieux à la réalisation des objectifs.

- Le comité de pilotage élu remplit son rôle d'organe exécutif. Il s'est réuni en moyenne un peu plus d'une fois par an. Le fait qu'il soit constitué principalement de chercheurs seniors a amené certains donateurs à craindre qu'il ne donne pas une priorité suffisante aux activités destinées aux jeunes chercheurs nationaux et qu'il ait des exigences trop élevées par rapport à leur niveau d'expérience professionnelle. Sans que cette critique paraisse fondée, il est certain que le comité doit à l'avenir, développer des mécanismes lui permettant de mieux connaître les besoins des adhérents pour les prendre en compte dans la planification des activités. On notera que les dernières élections ont permis l'entrée d'une femme et de chercheurs nationaux plus proches du terrain. Le comité s'est aussi cantonné jusqu'à présent dans un rôle d'organe de programmation et de contrôle. Le développement des activités au sein du réseau risque d'être freiné par le personnel limité du secrétariat. Les membres du comité devraient voir s'ils ne pourraient pas jouer un rôle plus actif dans l'exécution du programme et donc seconder le secrétariat. Comme on verra plus loin, ceci permettrait de mieux répondre aux besoins des programmes et chercheurs nationaux en matière d'appui technique.

- Le secrétariat joue le rôle d'organe d'élaboration, de coordination et d'exécution. Sa mise en place a été très lente à cause des difficultés à recruter du personnel ayant les qualifications et l'expérience requises. La nécessité de louer des locaux et de les équiper et les procédures très longues ont aussi empêché le secrétariat d'être opérationnel dans des délais raisonnables. Le personnel comprend un coordonnateur, un documentaliste et une secrétaire/assistante administrative. Le système informatique qui a été acquis permet en plus du traitement de texte, de faire la gestion de bases de données et de la publication assistée par

ordinateur.

- Les correspondants nationaux chargés de relayer le secrétariat dans la collecte et la diffusion de l'information ont été tous désignés par les responsables nationaux de la recherche agricole durant l'année 1989. Le réseau dispose aussi d'interlocuteurs attitrés dans presque tous les centres internationaux travaillant en Afrique de l'Ouest. En fait, les responsables des programmes de gestion de ressources de ces centres (qui englobent la RSP) ont participé activement. L'unité documentaire est aussi en train de tisser des liens avec les services de documentation de ces centres et les premières réactions sont positives. Par contre, la collaboration avec les autres réseaux notamment sur les systèmes de culture est inexistante même si tous les coordonnateurs se disent prêts à coopérer. Si, comme on le verra plus loin, le réseau s'engage dans la recherche collaborative, la coordination et la coopération deviendront indispensables avec ces réseaux. Le soutien demandé aux centres internationaux sera aussi plus important.

On peut donc considérer que le réseau et surtout le secrétariat sont bien structurés pour remplir les fonctions d'un réseau d'échanges d'information. Toutes les instances prévues sont en place. Des liens ont été aussi établis avec les organismes nationaux et internationaux avec qui le réseau a besoin de coopérer.

C'est à travers l'analyse des activités menées par rapport aux objectifs qu'on examinera la question de l'efficacité de cette organisation.

EVALUATION DU PROGRAMME D'ACTIVITES 1988-1989

L'objectif général du RESPAO est de promouvoir et faciliter la coopération entre les chercheurs, les programmes et les institutions de recherche nationaux, internationaux et extérieurs travaillant en Afrique de l'Ouest dans le domaine des recherches sur les systèmes de production. Cette collaboration devrait permettre de soutenir les chercheurs et de renforcer les programmes nationaux à travers la formation, les échanges d'expériences méthodologiques et les comparaisons de résultats et un meilleur accès à l'information.

Les objectifs spécifiques sont :

- De stimuler la collaboration en matière de planification et d'évaluation des recherches sur les systèmes de production en Afrique de l'Ouest.
- D'améliorer les pratiques méthodologiques à travers les échanges d'expériences notamment en organisant des rencontres, des voyages d'étude de chercheurs et toute autre activité répondant aux besoins des membres.

- D'organiser, d'aider à organiser et institutionnaliser des activités de formation concernant l'approche RSP en direction des chercheurs et des autres acteurs du développement rural.
- De collecter, traiter et diffuser les résultats pertinents de la RSP et notamment d'encourager les chercheurs à publier leurs résultats de façon à ce que ceux-ci soient largement disponibles à toutes les parties intéressées : chercheurs, institutions de recherche, agents et responsables de la vulgarisation, producteurs agricoles et organismes professionnels responsables de la politique agricole.
- D'assister à leur demande, les chercheurs, les programmes et les institutions nationaux dans la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation de recherches sur les systèmes de production et éventuellement, l'élaboration de requêtes de financement.

Dans ce chapitre, on prendra un à un les objectifs spécifiques ci-dessus pour voir si les activités menées et les résultats obtenus répondent à ces objectifs.

La Collaboration en Matière de Planification et d'Evaluation

Le programme bi-annuel n'a retenu aucune activité précise destinée à inciter les chercheurs et les programmes nationaux RSP à planifier et évaluer en commun leurs travaux préférant repousser à plus tard.

Plusieurs raisons expliquent cette décision. Les activités d'échanges d'information sous diverses formes et de formation ont été retenues comme prioritaires et leur mise en place considérée comme un préalable à la collaboration en matière de planification et d'évaluation. D'autre part, aux yeux du comité de pilotage, de telles activités devraient pour avoir un effet, se faire dans le cadre de la mise en oeuvre de recherches associant des programmes nationaux. Etant une association de praticiens de la RSP, le RESPAO devait d'abord se constituer en réseau d'échanges d'information avant de passer au stade de réseau de recherche collaborative. Le large domaine embrassé par la RSP et l'existence de réseaux basés sur les systèmes de culture incitaient aussi à la prudence. Lors de la réunion des responsables nationaux de la RSP organisée en Octobre 1988, ceux-ci ont demandé qu'une plus grande priorité soit donnée à la mise en oeuvre de programmes de recherche collaborative. Mais l'accent mis sur la recherche de financement pour les programmes nationaux participants a montré que les responsables nationaux ne concevaient la coopération en matière de planification et d'évaluation que dans le cadre d'activités pour lesquelles le réseau apporterait des ressources financières complémentaires. Ce même raisonnement a été celui des adhérents lors du symposium et de l'assemblée générale d'Accra en Août-Septembre 1989. On peut donc considérer qu'il était logique que cet objectif soit repoussé à un deuxième programme du réseau. La diversité des systèmes de production en Afrique de l'Ouest et donc des thèmes auxquels s'intéressent les équipes de recherche font qu'un projet de recherche collaborative regroupant toutes les équipes RSP du Sahel à la zone forestière n'aurait pour élément fédérateur, pour ciment que les questions méthodologiques. Sa gestion en serait

de toute façon trop lourde. On a donc préféré attendre le moment où le réseau serait à même de s'organiser en petits groupes de travail ou en sous-réseaux réunissant chercheurs et programmes travaillant sur des systèmes de production assez proches pour qu'on puisse dégager des thèmes techniques communs. L'information collectée sur les chercheurs et les programmes et le déroulement du symposium en grande partie en groupes de travail par zone agro-écologique permet aujourd'hui de démarrer au sein du réseau, une collaboration dans le domaine de la planification et de l'évaluation à travers des programmes de recherche collaborative qui réuniront chercheurs et programmes nationaux par zone agro-écologique. C'est cette orientation qui a été confirmée par l'assemblée générale.

Deux groupes de recherche collaborative, un sur les systèmes de culture à base de maïs et un sur les systèmes de culture à base de manioc créés à l'initiative de l'IITA et qui regroupent des chercheurs de programmes RSP travaillant en zones forestière et soudanienne ont d'ailleurs demandé à intégrer le réseau. Le comité de pilotage a donné son accord et a aussi approuvé la création d'un groupe de travail sur les femmes et l'agriculture. L'organisation de ces groupes ne respecte sans doute pas celle prévue en zone agro-écologique. Les deux premiers ont déjà inventorié une liste prioritaire de thèmes de recherche et de problèmes méthodologiques et arrêté des modalités légères de fonctionnement avec un atelier annuel tournant et des animateurs à temps partiel. On dispose donc d'un point de départ. On verra plus loin que la mise en oeuvre de programmes de recherche collaborative pose des problèmes de personnel, de coordination et de gestion de fonds pour le secrétariat et l'ensemble du réseau qui ne dispose pas de la logistique des centres internationaux.

L'Amélioration des Pratiques Méthodologiques

Le programme 1988-1989 prévoyait différentes activités ayant pour objectif non exclusif l'amélioration des pratiques méthodologiques à travers les échanges d'informations.

La première activité a concerné la réunion des responsables nationaux de la RSP d'Octobre 1988. Les participants ont eu à rédiger et présenter un rapport sur les recherches nationales notamment à décrire dans ses grandes lignes l'approche méthodologique mise en oeuvre et à analyser les succès et difficultés rencontrées et les adaptations faites. Les discussions avaient permis de cerner la diversité des approches, les problèmes d'institutionnalisation de l'approche et les difficultés rencontrées dans les liaisons recherche en station, recherche en milieu rural, recherche-vulgarisation et dans la participation des paysans au processus de recherche.

La deuxième activité prévue était un voyage au Mali pour étudier l'expérience acquise par le programme RSP de la région de Sikasso. Elle n'a pu se faire pour des raisons de calendrier de travail de l'équipe malienne.

La troisième concernait un atelier technique sur les systèmes de production en irrigué dans la vallée du fleuve Sénégal. Là aussi, la lourdeur du travail de

préparation du symposium et surtout les délais de mobilisation du financement correspondant ont entraîné son annulation.

La quatrième activité était le symposium qui s'est tenu en Août 1989. Les groupes de travail par zone agro-écologique ont consacré une partie des discussions à l'analyse des problèmes méthodologiques soulevés dans les différentes communications. Les questions reprennent celles déjà identifiées par la réunion des responsables nationaux de la RSP. Il s'y ajoute des préoccupations sur la durée et la complexité de la phase diagnostic, sur la pratique de l'interdisciplinarité, sur les techniques d'expérimentation en milieu réel et l'analyse des données et sur la conception même de l'approche. Alors que certains participants prônent une approche simple basée sur le diagnostic rapide et l'expérimentation technique, d'autres défendent une conception plus large et plus ambitieuse de la RSP qui prendrait en compte plusieurs niveaux d'analyse et d'intervention : les systèmes de production mais aussi les systèmes agraires. Cette conception sans négliger les recherches à court terme sur des problèmes simples permettrait par une démarche graduelle et des méthodes spécifiques de s'attaquer aux problèmes de dégradation du milieu et donc de gestion des ressources naturelles et aussi de mener ce qu'ils appellent des "expérimentations socio-économiques". Elles consisteraient à étudier avec les paysans les formes de groupements et d'organisation pour la gestion des terroirs, du crédit ou toute autre activité utile à la communauté agricole. Certains participants en plus du renforcement des liaisons avec la recherche thématique ont souhaité le développement et une meilleure liaison avec les recherches sur la commercialisation intérieure et extérieure et la transformation des produits agricoles. Il a été prôné aussi en face de la détérioration des services officiels de vulgarisation, une plus grande collaboration avec les organisations non gouvernementales et les associations paysannes.

On peut valablement estimer que ces activités sont insuffisantes pour avoir un réel impact sur les pratiques méthodologiques des chercheurs RSP de la région même s'il faut tenir compte des activités de formation examinées plus loin qui y contribuent aussi. Elles ont néanmoins permis de faire l'inventaire des questions méthodologiques les plus urgentes pour lesquelles des activités plus spécifiques et mieux ciblées devraient être menées.

La démarche proposée sera la suivante.

Sur le sujet choisi, il sera demandé aux équipes et chercheurs de terrain de présenter des études de cas décrivant les méthodes et techniques utilisées, les problèmes rencontrés et les résultats obtenus. Un petit comité scientifique de deux à trois personnes sera chargé avec l'aide de l'unité documentaire du réseau de préparer une bibliographie sélective, de procéder à la revue de la littérature sur le sujet et de préparer une synthèse des études de cas en dégagant des recommandations méthodologiques. Un atelier d'harmonisation ou de consensus regroupant une quinzaine à une vingtaine de participants aura à les examiner et à formuler des recommandations aux praticiens. Le réseau en publiera les résultats et les incorporera aux cours de formation offertes dans la région. Pour que ce mécanisme fonctionne, il faudra certainement que le réseau dispose de fonds pour en couvrir les frais et aussi donner une prime forfaitaire aux auteurs d'études de cas et aux membres du comité scientifique.

La Formation en Méthodologie RSP

Le programme 1988-1989 a donné la priorité à la formation des chercheurs débutants en méthodologie de recherche et en rédaction scientifique. La stratégie retenue a été d'éviter autant que possible que le réseau organise ses propres activités de formation mais plutôt d'inciter et d'aider des institutions de la région de préférence nationales à mettre en place des formations répondant aux besoins des chercheurs.

C'est ainsi qu'après discussion, l'IITA a accepté d'arrêter ses formations à la RSP pour chercheurs débutants et d'offrir à la place une formation de courte durée sur l'expérimentation en milieu réel. Ce cours s'adresse aux agronomes et agro-économistes ayant plus de trois ans d'expérience de terrain.

Après des démarches du réseau, le Centre Universitaire de Dschang au Cameroun qui est spécialisé dans les sciences agricoles a accepté de créer un cours annuel de formation à la méthodologie RSP et de devenir à terme un centre d'excellence dans ce domaine pour l'Afrique Centrale et Occidentale. On a pu convaincre le Programme International de l'Institut des Sciences de l'Alimentation de l'Université de Floride, l'IITA, le Réseau Recherche/Développement Français et l'Institut de Recherche Agronomique du Cameroun de s'associer à cette initiative pour aider le CU de Dschang à organiser et institutionnaliser le cours. Cet appui devrait durer trois à quatre ans. En même temps, le réseau a recherché et apporté une bonne partie du financement nécessaire. Un premier cours s'est déroulé en Janvier 1988 et a été réservé aux enseignants-chercheurs de Dschang.

C'est dans le groupe des participants qu'ont été choisis les futurs animateurs. Le premier cours régional annuel s'est tenu sur 3 semaines en Janvier et Février 1990. Il a accueilli 20 participants provenant de 10 pays d'Afrique Centrale et Occidentale (4 autres sélectionnés pour deux pays n'ont pu venir au dernier moment) sur près d'une quarantaine de candidats. Le cours était réservé aux francophones, celui de l'année prochaine le sera aux anglophones. Les travaux et les sites du programme de recherche/développement mené par le CU Dschang dans la Chefferie de Bafou ont servi à l'illustration du cours et aux exercices pratiques sur le terrain. Les organismes qui soutiennent le Centre ont fourni des animateurs et du matériel pédagogique mais pour l'essentiel, le cours a été donné par les enseignants de Dschang. L'évaluation qui a été faite par les participants a été positive. Plusieurs améliorations doivent être apportées au contenu et à l'organisation du cours. Le coût par participant a été aussi très élevé car les participants ont été hébergés et en partie restaurés en dehors du Centre Universitaire ce qui ne sera plus le cas. L'effort devra se poursuivre pour réduire les coûts et les rendre supportables pour le Centre. Les enseignants devront aussi acquérir davantage d'expériences de recherche sur les systèmes de productions pour justifier leur objectif d'être un centre d'excellence en la matière. En plus du programme recherche/développement dans la Chefferie de Bafou, un deuxième programme dans la Chefferie de Fotomena a été engagé en fin 1989. Le premier programme qui a débuté en 1986 vise explicitement à former les étudiants réguliers du Centre au travail en milieu rural. Des matériaux pédagogiques ont déjà été produits et servent au cours et aux exercices et stages des étudiants sur le terrain. Le réseau encourage cette approche qui vise à

réformer les pratiques pédagogiques, le contenu et les finalités de l'enseignement, ainsi que les recherches à partir des travaux en milieu rural. A terme, l'expérience acquise pourrait être valorisée et mise à la disposition des structures de formation et de recherche agricole d'autres pays.

Il faut ajouter au cours de Dschang, l'atelier d'initiation à la recherche/développement de dix jours que le réseau a organisée en 1988 pour vingt et un chercheurs de la direction de la recherche agronomique de Guinée-Conakry. La demande ayant été formulée tardivement et de façon incomplète, on s'est limité à une initiation méthodologique des futurs chercheurs de la recherche/ développement. Celle-ci a, sur nos suggestions, été complétée par une véritable formation donnée six mois plus tard par le Département des Systèmes Agraires du CIRAD.

Le deuxième type de formation retenu dans le programme d'activités du réseau concernait la formation à la rédaction scientifique. Ce cours qui était lié au projet de création d'une revue scientifique par le réseau, visait à favoriser la diffusion par les chercheurs nationaux de leurs résultats. L'organisation devait se faire suivant le même montage que celui du cours du Centre de Dschang. Les retards du projet de revue scientifique en ont bloqué la mise en oeuvre. Néanmoins les adhérents ont demandé son maintien dans le prochain programme.

Si on veut mesurer l'impact du volet formation, il faut bien constater qu'il a été limité. Par exemple, si on prend le cas de la Guinée qui devrait démarrer plusieurs programmes, il aurait fallu attendre plusieurs années pour que tous les chercheurs débutants bénéficient du cours de Dschang. Le réseau doit examiner les voies et moyens pour mieux répondre aux besoins en formation des systèmes nationaux. L'idéal serait d'inciter et d'aider les systèmes nationaux qui en ont besoin à organiser leurs propres activités de formation. Cette aide pourrait porter sur la conception du programme, la fourniture de matériel pédagogique, la recherche de financement et la mise à disposition de formateurs. A notre avis, cela ne remet pas en cause l'existence de cours de formation régionaux comme celui de Dschang. D'une part, tous les pays n'ont pas les capacités à organiser leur propre formation. D'autre part, dans certains domaines ou pour certains pays, les besoins ne sont pas assez importants pour justifier une formation au niveau national. Le maintien et la création de formations au niveau régional paraissent plus indiqués si ces formations sont aussi l'occasion de produire et tester des matériaux pédagogiques qui sont ensuite mis à la disposition des structures nationales.

L'Information Scientifique et Technique

Par les activités prévues, le programme 1988-1989 donnait la priorité à la constitution d'un réseau d'échanges d'information sur l'approche, la méthodologie et les résultats de la recherche sur les systèmes de production. Les échanges d'information devaient se faire de différentes façons. La plus importante devait consister à créer une unité documentaire au sein du secrétariat avec la responsabilité de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information. La deuxième était la publication trimestrielle d'un bulletin ; la troisième, la création d'une revue scientifique et enfin le symposium, les ateliers et voyages d'études.

- L'unité de documentation et d'information a pour rôle de promouvoir l'échange d'information entre les adhérents mais aussi avec les divers utilisateurs. Elle n'a démarré qu'en Décembre 1989 avec l'arrivée du documentaliste. Le retard de plus d'un an a été causé par des erreurs de conception du projet, notamment l'hypothèse qu'il était possible de confier la cellule documentaire à un documentaliste de niveau moyen, expérimenté en informatique documentaire recruté localement. Après des recherches vaines, il a fallu rédéfinir le profil et les qualifications du documentaliste ainsi que le coût et donc réviser le projet pour procéder à un recrutement régional.

La collecte de l'information avait commencé avant le démarrage de la cellule. Cette collecte est devenue systématique. L'ensemble des correspondants nationaux ont été sollicités pour la littérature non-conventionnelle produite par les chercheurs nationaux en Afrique de l'Ouest. Les sources d'information scientifique et technique sur la RSP ont été inventoriées et sollicitées pour ce qui est surtout de la littérature conventionnelle. Pour l'essentiel, il s'agit des centres internationaux et d'organismes occidentaux spécialisés dans l'agriculture tropicale qui disposent de bases de données informatisées et de centres documentaires. L'unité dispose d'un système informatique avec un micro-ordinateur et des logiciels adaptés (CDS ISIS et Dbase IV) et a pu commencer le traitement, le stockage et la diffusion de l'information. En principe à partir de mi-1990 avec un lot initial d'environ mille références bibliographiques, les bases de données devraient être opérationnelles. Il est prévu de fournir les services suivants:

1) Une sélection de références bibliographiques récentes avec résumés qui sera publiée dans chaque numéro du bulletin trimestriel. La première sélection est parue en Mars 1990.

2) Un répertoire des membres du Réseau et un répertoire des programmes et institutions de recherche sur les systèmes de production en Afrique de l'Ouest. Ces répertoires seront produits à partir des bulletins d'adhésion envoyés par les membres et des fiches de programmes fournies par les correspondants nationaux. Les informations sur les adhérents ont déjà été saisies. Les informations sur les programmes et institutions seront saisies en Avril et Mai 1990. A partir des deux bases de données PROCRE (Profil des chercheurs) et BAPIR (base de données sur les programmes et institutions du RESPAO), il est prévu de produire et diffuser les répertoires à la fin du premier semestre de 1990.

3) Des bibliographies sélectives sur différents aspects de la RSP en Afrique de l'Ouest, par exemple sur les systèmes de culture à base de maïs, igname, sorgho/mil etc... et sur des aspects méthodologiques. Ces documents seront produits à partir de la base de données BIRES (Bibliographie Informatisée du RESPAO) et distribués aux institutions, programmes et utilisateurs.

4) Un service de recherche sur base de données informatisées. Il sera possible de rechercher à la demande, les références relatives à tout aspect spécifique de la RSP en Afrique de l'Ouest. A terme, les institutions équipées pourront recevoir sur disquette, copie de l'ensemble des références contenues dans la base de

données.

5) Un service de photocopie et de référence. Les adhérents pourront demander une copie d'un nombre limité de documents disponibles au niveau de l'unité documentaire. Dans certains cas, il sera aussi possible de transmettre leurs demandes à d'autres bibliothèques amies pour assistance.

En principe, les services proposés devraient contribuer pleinement à la promotion des échanges d'information au sein du réseau mais aussi avec tous les utilisateurs. La priorité donnée à la littérature produite par les structures nationales et la collaboration avec les principales sources d'information doivent permettre au réseau de remplir une fonction qui ne l'est pas actuellement tout en évitant les double-emplois. Par exemple, l'information traitée par les centres internationaux ne sera pas retraitée mais simplement transférée dans la base de données bibliographiques. Les difficultés qui risquent de se poser concernent d'abord la collecte des documents. Le réseau aura à faire face aux frais de photocopies des documents existants que les correspondants nationaux doivent collecter alors que les ressources disponibles pour cela sont limitées. Il en est de même des services de photocopie et de manière générale, de la production et de la diffusion en quantités suffisantes des documents. Peut-être faudra-t-il envisager de facturer le coût des services à certaines catégories d'utilisateurs et de limiter le nombre de documents gratuits pour les autres. Il sera aussi nécessaire dans l'avenir d'obtenir des donateurs une augmentation des dotations pour ces services.

- Le Bulletin du RESPAO est l'organe de liaison entre les membres. Il sert aussi à l'information des personnes et organismes intéressés par les activités du réseau. Il contient plusieurs rubriques : des informations sur le réseau et ses activités, des informations utiles pour les lecteurs, de petits articles sur des travaux de recherche ou de méthodologie, une sélection bibliographique préparée par l'unité documentaire. Sa publication a commencé en 1986 avec l'assistance des services et d'un chercheur d'IITA. Après la mise en place du secrétariat à Ouagadougou, le coordonnateur a choisi de conserver provisoirement cette assistance d'IITA pour maintenir la même qualité d'édition et d'impression. Cela a empêché la parution régulière du bulletin. Quatre numéros seulement sont sortis entre 1988 et 1989. Cette erreur a certainement ralenti le développement des activités du réseau. Elle a été rectifiée et un numéro entièrement préparé et imprimé à Ouagadougou a été distribué en Mars 1990 et un deuxième numéro est en cours de préparation et paraîtra en début Juillet. A l'avenir, le bulletin devrait paraître tous les trimestres. La diffusion était limitée à 250 exemplaires et concernait des lecteurs anglophones pour les quatre cinquième. Une révision de la liste de diffusion a été faite. Le dernier numéro a été diffusé à 300 exemplaires pour la version anglaise et à 200 pour la version française. Un objectif de 600 exemplaires distribués en fin 1990 paraît réaliste. En ce qui concerne l'envoi d'articles ou d'informations par les chercheurs ou les organismes intéressés, il n'y a pas de difficulté pour l'instant. Des efforts seront néanmoins faits pour en solliciter davantage surtout auprès des chercheurs nationaux francophones en particulier qui se sont peu manifestés jusqu'à présent.

- La création d'une revue scientifique semestrielle, a été décidée en début 1988 après de longues discussions. L'objectif est de permettre aux chercheurs de publier leurs résultats et de les faire connaître sur le plan régional. La revue n'est pas réservée aux recherches sur les systèmes de production. Elle est ouverte à toute recherche menée au moins en partie en milieu rural et intégrant le point de vue des producteurs agricoles. Sans que les critères et les procédures de sélection des articles soient identiques à ceux des revues internationales, ils doivent être suffisamment sélectifs pour que les articles soient considérés comme des publications scientifiques. Lors de l'assemblée générale d'Accra, les chercheurs ont insisté pour que la revue soit reconnue par les instances nationales chargées de leur promotion. La clientèle de la revue est donc essentiellement les chercheurs. Certaines catégories d'utilisateurs des résultats de la recherche, cadres de la vulgarisation et des organismes non gouvernementaux et d'assistance responsables de la politique agricole, seront aussi sollicités comme lecteurs et éventuellement comme auteurs. Pour assurer un bon niveau, le recrutement d'un éditeur, la constitution d'un comité scientifique et une procédure de revue par les pairs avaient été prévus. La recherche d'un éditeur expérimenté et bilingue qui a duré presque toute l'année 1989 sans aboutir a amené les principaux donateurs à s'interroger sur le niveau de la revue, les critères et les procédures de sélection des articles et le bien-fondé d'un éditeur à plein temps. Les discussions entre le réseau et ces donateurs ont abouti à un compromis. La nouvelle stratégie arrêtée est de créer une revue dans laquelle seront publiés les articles proposés par les chercheurs sans qu'il y ait de procédure de revue par les pairs. Le coordonnateur du réseau assurera les fonctions d'éditeur. Il procédera au choix des articles et à leur révision rapide. Les critères de sélection seront fixés de façon à ce que les jeunes chercheurs soient assurés de pouvoir aussi publier des articles et le niveau de la revue progresserait avec celui des chercheurs ouest-africains. La crainte de voir l'accès à la revue réservé aux chercheurs expérimentés sera levée. C'est donc la stratégie qui change mais l'objectif qui était de créer une revue ouverte à tous les chercheurs et pas seulement à l'élite, demeure. La préparation de deux premiers numéros à partir d'une sélection des communications faites au symposium a commencé et la parution est prévue pour le troisième semestre de 1990.

- Les rencontres techniques comme le symposium et les ateliers n'ont pas pour seul objectif, les échanges d'information. Elles contribuent à la réalisation de tous les objectifs. Les expériences présentées et discutées permettent l'amélioration des pratiques méthodologiques et la diffusion des résultats techniques. Elles permettent aussi de recenser les thèmes techniques et les questions méthodologiques sur lesquelles des collaborations sont utiles entre chercheurs et programmes.

Les faits montrent qu'une bonne partie de la littérature scientifique produite par les structures nationales est constituée par les communications rédigées à ces occasions. Exiger des participants aux rencontres techniques du réseau de préparer une communication écrite est un bon moyen de développer les échanges d'information. La réunion des responsables nationaux de la RSP en 1988 a permis de collecter une information succincte mais assez complète sur les programmes RSP de quinze des dix-sept pays membres du réseau. Cette

information comme on l'a vu, servira à la préparation du premier répertoire des programmes et institutions. Lors du symposium d'Accra, quatre vingt-trois communications ont été présentées couvrant presque tous les aspects de la RSP en Afrique de l'Ouest. On peut estimer qu'une ou plusieurs communications ont été présentées sur plus de 80% des programmes RSP ou R/D menés dans la région. A l'avenir, le réseau devra maintenir cette règle pour inciter les chercheurs à diffuser les résultats de leurs travaux.

La stratégie retenue par le réseau pour promouvoir les échanges d'information devrait d'ici la fin de 1990, commencer à donner ses fruits. On doit cependant rappeler que celle-ci s'adresse pour l'instant presque exclusivement aux chercheurs. Les agents et responsables de la vulgarisation, les organisations non-gouvernementales, les producteurs ou au moins leurs organisations ainsi que les responsables de la politique agricole ne sont pas explicitement pris en compte. Doit-on maintenir ne serait-ce que provisoirement cette limitation ou doit-on planifier des activités spécifiques pour ces utilisateurs ? Le comité de pilotage devrait apporter une réponse à cette question dans l'élaboration du nouveau programme. La réalisation des différentes activités va aussi très rapidement absorber la quasi-totalité sinon la totalité du temps disponible du secrétariat. Le problème se pose donc de savoir comment mener les autres.

L'Appui aux Systèmes Nationaux

L'objectif d'assister à la demande les chercheurs, les programmes et les institutions nationaux dans la planification, la mise en oeuvre, l'évaluation de leurs recherches et l'obtention de financements est celui qui pose le plus de problèmes pour le réseau. Dans le programme 1988-1989, il avait été simplement retenu que le coordonnateur réponde aux demandes des systèmes nationaux dans la mesure de ses compétences et du temps dont il disposait. Après les premières missions effectuées, le comité de pilotage a décidé en Octobre 1988 de suspendre ces appuis qui risquaient de prendre trop de temps au détriment des objectifs prioritaires d'échange d'information et de formation. Le recours à des membres expérimentés du réseau fut écarté à cause des problèmes de compensation financière et d'autorisation d'absence que cela pouvait soulever. Les appuis réalisés à ce jour ont été les suivants :

- Appui à la direction des recherches sur les systèmes agraires et l'économie agricole de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles de dix jours en Août 1988. Il a consisté en l'élaboration d'une méthodologie d'enquêtes de reconnaissance pour le zonage et le choix de villages et d'exploitations représentatives et en la formation sur le terrain du personnel d'enquêtes.

- Appui à la Direction de la Recherche Agronomique de Guinée-Conakry (DRA) en Septembre 1988 pour quinze jours. Il a consisté à préparer et animer un atelier d'initiation à la méthodologie de recherche/développement de vingt et un chercheurs devant constituer les équipes régionales de recherche/développement de la DRA. A la suite de l'atelier, quelques jours ont été consacrés à l'élaboration de propositions méthodologiques et organisationnelles pour l'institutionnalisation de la recherche/développement en Guinée. Par contre, il n'a pas été donné suite

aux missions de suivi demandées par la DRA mais il a été possible de les appuyer auprès du CIRAD pour obtenir cet appui.

- Participation au cours de formation à la RSP des enseignants chercheurs du Centre Universitaire de Dschang en Janvier 1989 pour quinze jours. La participation à l'animation du cours a été une excellente occasion pour préparer l'appui au Centre pour la création du cours annuel régional de formation à la RSP.

- Participation à l'évaluation et à l'orientation du Programme de Recherche Appliquée en Milieu Rural de la Direction de la Recherche Agronomique du Bénin en Mars 1990 pour sept jours. Cette mission demandée conjointement par la DRA et l'Institut Royal des Tropiques des Pays-Bas (organisme d'assistance) a été effectuée en commun avec un chercheur d'IITA et un conseiller technique du Ministère du Développement Rural. On a pu avec les chercheurs du projet et les responsables de la DRA passer en revue les activités du programme, la méthodologie, les résultats techniques et les problèmes d'institutionnalisation et de généralisation de la recherche/développement au Bénin et formuler des recommandations sur ces questions.

- A ces appuis spécifiques, il faut ajouter les invitations à participer à des séminaires et ateliers organisés sur la RSP par les structures nationales et pour lesquels, les gens trouvent souhaitable la présence du réseau.

L'appui fourni aux systèmes nationaux a-t-il été utile pour ceux-ci et pour le RESPAO ? Incontestablement, la réponse est oui si on en croit les réactions des chercheurs et responsables nationaux. Aussi bien en Guinée-Conakry qu'au Bénin, les diagnostics et les recommandations qui ont été faits ont été jugés très positifs par les chercheurs et les responsables de la recherche agricole et du ministère de tutelle à qui nous les avons exposés. Le fait qu'on ait pu travailler en Guinée en concertation avec une mission de l'ISNAR chargée de la programmation de la recherche, au Bénin avec un spécialiste de l'IITA et au Cameroun avec des spécialistes d'IITA, du Réseau R/D français et de l'Université de Floride, leur a donné encore plus de poids. Les réactions des chercheurs de terrain et des responsables directs de la RSP semblent encore avoir été plus positives à cause notamment des comparaisons faites à cette occasion avec les expériences des autres pays. Une preuve supplémentaire de l'intérêt de ces missions est qu'aussi bien en Guinée, au Sénégal et qu'au Bénin, les bénéficiaires ont souhaité que le réseau continue son appui ce qui n'a pas été possible. Pour le réseau, il n'y a pas de doute que ces appuis sont la façon la plus efficace de collecter l'information, de connaître les adhérents potentiels, d'appréhender l'expérience et les problèmes des systèmes nationaux en matière de RSP et donc d'orienter ses activités. L'assistance aux systèmes nationaux s'avère positive pour ceux-ci qui apprécient le fait que le RESPAO ne soit pas directement lié aux bailleurs de fonds et apporte une bonne connaissance des expériences des pays voisins. Elle a des retombées très positives aussi pour le réseau. Mais elle a ses inconvénients. Le coordonnateur ne peut être compétent en tout. Si on tient compte du temps nécessaire à la préparation de la mission et à l'élaboration d'un

rapport final, deux missions par an constituent un maximum au delà duquel les autres activités risquent d'en subir les conséquences. Si à l'avenir, cet objectif doit être maintenu, sa réalisation ne peut être abandonnée au secrétariat même étoffé car le problème de compétences demeurerait posé. A notre avis, deux directions devraient être explorées.

La première consisterait à intégrer les appuis techniques et méthodologiques désirés par les chercheurs et les programmes au sein des groupes de recherche collaborative. Les chercheurs expérimentés participant à ces groupes devraient pouvoir répondre aux demandes.

La deuxième concernerait les aspects généraux : organisation, institutionnalisation, évaluation, recherche de financement. On devrait pouvoir sélectionner parmi les chercheurs expérimentés du réseau, une dizaine de volontaires de différentes disciplines et ayant une expérience de gestion de la RSP qui répondraient aux demandes formulées par les institutions nationales. Cela suppose à notre avis que le réseau dispose de fonds spécifiques pour couvrir les frais et sans doute aussi leur assurer une certaine compensation financière sans que cela ne soit comparable aux tarifs habituels de consultation.

LE FINANCEMENT DU PROGRAMME 1988-1989

A la suite des décisions du symposium de Mars 1986 à Dakar, memorandum d'accord avec l'OUA/CSTR, création d'un secrétariat permanent auprès de l'OUA/SAFGRAD à Ouagadougou et élaboration d'un programme d'activités, plusieurs donateurs ont répondu favorablement aux requêtes de financement du réseau.

Le Centre de Recherche pour le Développement International

Le CRDI du Canada a approuvé deux requêtes de financement. La première requête (projet CRDI 3-P-86-0272) d'une durée de deux ans pour un montant de 450.000 dollars canadiens qui devait prendre fin le 1er Novembre 1989 a été prolongée jusqu'au 30 Avril 1990 soit une extension de six mois et un montant global de 569.467 dollars canadiens. Le projet supporte le fonctionnement des différentes instances du réseau : secrétariat, réunions du comité de pilotage, symposium bi-annuel et atelier de formation à la RSP du CU Dschang.

La deuxième requête (projet CRDI 3-P-87-0107) a aussi une durée de deux ans. Elle a été révisée en Juillet 1989. Elle couvre la période du 1er Juillet 1989 au 30 Juin 1991 pour un montant global de 229.000 dollars canadiens. Le projet supporte la création d'un système d'information scientifique et technique : salaire documentaliste, produits documentaires et équipements informatiques et de reproduction.

Le Ministère Français de la Coopération

Le Ministère Français de la Coopération a accordé un financement de 700.000 FF pour des activités techniques prévues dans le programme 1988-1989 : réunions des responsables nationaux de la RSP, atelier de formation à la RSP du CU de Dschang, atelier RSP en culture irriguée (intégré au Symposium), édition de documents et complément pour les réunions du comité de pilotage.

La Fondation FORD

La Fondation FORD a accordé un financement de 233.000 US dollars (projet 880-1132) pour une durée de deux ans couvrant la période du 1er Octobre 1988 au 30 Septembre 1990. Le projet supporte le fonctionnement du secrétariat (secrétaire, location et entretien locaux) et la création d'une revue scientifique (salaire éditeur scientifique, fabrication et publication de quatre numéros de la revue). Compte-tenu de l'abandon du recrutement d'un éditeur et du retard dans le démarrage, une révision du projet est prévue.

Autres Donateurs

D'autres donateurs ont participé au financement du symposium tenu en Août/Septembre 1989. La GTZ a contribué pour 12.000 deutschmark, la Coopération Néerlandaise pour 49.000 florins, le Projet "The Gender and Agriculture Project" pour 11.325 US dollars et l'IITA pour 6.000 US dollars (plus le transport par car d'une dizaine de participants).

Un certain nombre de remarques méritent d'être faites sur le financement du réseau. Il est d'abord assez diversifié et à l'exception du CRDI, le retrait d'un donateur nécessiterait des réajustements mais ne mettrait pas en péril l'existence du réseau. La comparaison avec les réseaux gérés par le SAFGRAD et les centres internationaux montre que ceux-ci n'ont qu'un donateur mais celui-ci leur accorde un montant plus élevé sur une période de quatre à cinq ans. Le RESPAO doit par contre consacrer presque en permanence du temps à rechercher des subventions pour ses différentes activités et à préparer rapports techniques et financiers. En dehors de l'incertitude que cela crée et de l'attitude prudente qui en découle, la gestion de projets imbriqués mais avec des échéanciers différents consomme du temps. Il serait sans doute trop difficile d'harmoniser les échéanciers mais ces inconvénients seraient réduits si les donateurs acceptaient d'accorder des subventions sur des périodes plus longues, quatre à cinq ans par exemple.

LECONS DE LA PREMIERE PHASE ET ORIENTATIONS

L'Etablissement d'un Réseau d'Information Scientifique et Technique

Le bref rappel des activités entre 1982 et 1987 et l'évaluation du programme d'activités 1988-1989 montrent qu'à l'inverse des autres réseaux régionaux axés

sur un produit ou sur un système de culture et gérés par un centre international, le RESPAO a connu une longue période de gestation. Ceci n'a pas empêché une large adhésion des chercheurs comme le prouve leur participation au symposium d'Accra, les communications présentées qui couvrent la quasi-totalité des programmes RSP menés dans la région et surtout les orientations définies. L'impression qui se dégage de la plupart des réunions organisées par le réseau et des discussions et correspondances entre le secrétariat et les adhérents est une certaine fierté d'avoir leur association. Ceci confirme le choix fait en 1982 par un nombre limité de chercheurs notamment ouest-africains de faire du RESPAO une association professionnelle et non un réseau d'institutions. Cette adhésion des membres constitue aussi un avantage formidable si elle est bien exploitée et si on sait répondre à leurs attentes. Il n'en demeure pas moins qu'il existe un écart entre les aspirations des adhérents d'une part, les activités programmées et surtout les réalisations entre 1988 et 1989 d'autre part. Le programme arrêté par le comité de pilotage et que le secrétariat a exécuté, visait essentiellement à faire du réseau d'abord un réseau d'échanges d'information et d'expériences et secondairement d'apporter un appui technique et en matière de formation. C'est dans un deuxième temps que des activités permettant de faire du réseau, un réseau de recherche collaborative (au sens où l'entend le SPAAR) auraient été mises en oeuvre pour répondre à l'ensemble des souhaits des adhérents. Il n'y a donc pas de divergence entre les besoins des adhérents et les propositions du comité. La priorité donnée à la mise en place d'un système d'information scientifique et technique et d'activités de formation était tout à fait conforme aux possibilités et aux contraintes prévisibles du réseau : temps nécessaire pour structurer entièrement le réseau, pour mettre en place le secrétariat et rechercher les moyens financiers nécessaires au fonctionnement et aux activités. Dans la pratique, les difficultés rencontrées et les délais de mise en oeuvre ont été encore plus importants que prévu. Il est donc tout à fait logique qu'il y ait quelques insatisfactions de la part des adhérents et aussi des bailleurs de fonds. Cela ne doit pas remettre en cause les objectifs essentiels. Ceux-ci ont été confirmés par l'assemblée générale de Septembre 1989. Il faut donc s'interroger sur la stratégie et sur les activités à mener.

Dans la mesure où le système d'information scientifique et technique prévu n'est pas encore pleinement opérationnel, il doit garder la priorité. La mise en place des trois bases de données prévues, bibliographiques, chercheurs, programmes et institutions RSP, la fourniture des services aux utilisateurs, la parution régulière du bulletin trimestriel et de la revue scientifique semestrielle doivent être la tâche prioritaire du secrétariat. A notre avis, les produits et les services à fournir aux adhérents et aux utilisateurs sont maintenant bien définis et le secrétariat dispose du personnel et des moyens nécessaires, à l'exception peut-être de la production de la revue scientifique qui constitue un véritable défi. Un échéancier précis et détaillé a été aussi arrêté pour que l'ensemble soit opérationnel d'ici la fin de l'année 1990. Il appartient donc au comité de pilotage de s'assurer que cet échéancier est respecté et de veiller à ce que ses membres et les correspondants nationaux appuient effectivement le secrétariat notamment dans la collecte documentaire, des informations et des articles à publier dans le bulletin et la revue. Un système de suivi sera aussi mis en place pour s'assurer que les produits et les services offerts répondent aux besoins des bénéficiaires et pour

permettre les réajustements nécessaires.

Malgré le travail important que constituent les activités d'information scientifique et technique, le coordonnateur devrait dégager le temps nécessaire pour la formation. La stratégie et les activités retenues jusqu'à présent doivent cependant être revues. Si la priorité donnée à la formation en méthodologie RSP des chercheurs débutants ne soulève aucune objection, on peut cependant douter que la formation d'une vingtaine à une trentaine de chercheurs par an soit suffisante pour répondre aux besoins des systèmes nationaux d'Afrique Centrale et Occidentale. Cela laisse aussi de côté les formations spécifiques dont auraient besoin les chercheurs nationaux déjà engagés dans la recherche sur le terrain. Tout en tenant compte des moyens limités disponibles, le réseau devrait définir une stratégie plus souple et plus diversifiée. Les éléments-clés de cette stratégie devraient être les suivants (1) poursuivre notre soutien au Centre Universitaire de Dschang pour créer un pôle d'excellence en matière de formation et de recherche sur les systèmes de production (2) inciter et appuyer les systèmes nationaux à mener leurs propres activités de formation. Pour cela, le réseau peut remplir plusieurs fonctions : capitaliser les expériences méthodologiques en matière de RSP, produire des matériaux pédagogiques et les mettre à leur disposition ; mobiliser les personnes-ressources disponibles dans la région pour assister les systèmes nationaux dans la conception et l'exécution d'ateliers de formation (3) inclure dans les activités des groupes de recherche collaborative les formations spécifiques requises par les participants. Cette stratégie ne pourra pas bien entendu, être laissée au seul secrétariat. Sa mise en oeuvre n'est possible que si les personnes compétentes au sein du réseau sont volontaires pour y participer.

Passage à un Réseau de Recherche Collaborative

Les priorités et la stratégie dégagées ci-dessus correspondent à ce qu'il est possible de faire compte-tenu de l'organisation actuelle du réseau, du personnel du secrétariat et des ressources financières disponibles en supposant un engagement réel des membres du comité de pilotage, des correspondants nationaux et des compétences existantes et de la participation des adhérents. La réalisation des autres objectifs exigera des ressources humaines et financières complémentaires, une meilleure organisation du réseau et une plus grande participation de tous. Dans la mesure où cela correspond aux besoins exprimés des adhérents et aux attentes des donateurs, il n'y a aucune raison de ne pas les poursuivre. Le passage du RESPAO d'un réseau d'échange d'information à un réseau de recherche collaborative sera le véritable défi du programme d'activités à élaborer. Pour chacun des objectifs, on peut essayer de préciser les stratégies et les activités esquissées dans l'évaluation du programme 1989-1990.

La constitution de groupes de recherche collaborative réunissant chercheurs et programmes pour planifier, exécuter et évaluer des thèmes de recherche communs et prioritaires a été approuvée par les adhérents et deux groupes préexistants ont déjà intégré le réseau.

Notre stratégie devrait viser à systématiser ces groupes en priorité sur une base agro-écologique pour que l'approche reste globale et prenne en compte tous les aspects des systèmes de production et de leur environnement physique et

socio-économique. Ceci ne devrait pas exclure pour autant la constitution de groupes de travail sur des questions plus spécifiques comme par exemple les femmes dans l'agriculture. Il est clair que les membres du réseau lient la création de ces groupes à l'apport de financements complémentaires pour les activités retenues. Cela suppose que chaque groupe élabore un programme d'activités précis et chiffré et que le réseau en recherche le financement. Le secrétariat aura nécessairement besoin de faire appel à des compétences extérieures pour mener cette tâche et il faudra s'adresser à des sources de financement plus importantes que les donateurs actuels du réseau. Même si chaque groupe de recherche collaborative doit s'organiser avec des animateurs bénévoles pour mener ses activités, il sera nécessaire de renforcer le secrétariat et le soutien en matière de gestion que lui apporte le SAFGRAD pour (1) gérer les fonds et assurer les relations avec les bailleurs de fonds (2) assister les animateurs de groupe dans l'exécution des activités (3) et rendre effective l'interaction entre la recherche collaborative et les autres objectifs du réseau. En effet, si les activités des groupes de recherche collaborative concernent surtout la planification, l'exécution et l'évaluation de travaux sur le terrain, celles-ci ne doivent exclure ni la formation, ni l'amélioration des pratiques méthodologiques, ni l'appui aux chercheurs et programmes et encore moins les échanges d'information. Ces groupes doivent être des structures qui permettent de travailler au plus près des besoins des chercheurs, programmes et institutions nationaux. Tout en leur laissant une autonomie maximum, le secrétariat devra assurer la coordination et surtout la valorisation des résultats au niveau de l'ensemble du réseau et en direction des utilisateurs.

L'amélioration des pratiques méthodologiques est un des objectifs déjà pris en compte par les groupes de recherche collaborative sur les systèmes de culture à base de maïs et à base de manioc. Il devra en être de même pour tous les groupes à créer. A travers les réunions techniques, les voyages d'étude, les ateliers de formation, les questions méthodologiques recensées devront être prises en compte. En matière de formation aussi, l'appui aux systèmes nationaux et notamment la constitution de matériaux pédagogiques donnera la priorité à ces questions. La stratégie du réseau ne serait cependant pas complète si on ne dispose pas de mécanismes permettant de formuler des recommandations et donc d'harmoniser les pratiques méthodologiques. Le symposium d'Accra ayant permis un inventaire des problèmes méthodologiques auxquels sont confrontés les chercheurs, on peut proposer un mécanisme simple pour progresser dans leur résolution. Dans un premier temps on ferait un bilan pour chaque problème méthodologique sous forme d'études de cas demandées aux chercheurs et aux programmes nationaux et d'analyse de la littérature existante. Dans un deuxième temps, un atelier d'harmonisation ou de consensus aurait à dégager des recommandations en direction des praticiens, recommandations que le réseau se chargerait de diffuser. La mise en oeuvre d'un tel mécanisme nécessitera que ceux qui y participent, rédacteurs des études de cas, animateurs chargés de l'analyse et de la synthèse de la littérature existante, des études de cas et de l'atelier d'harmonisation ou de consensus disposent du temps pour cela et donc reçoivent une compensation financière.

L'appui aux chercheurs, programmes et structures nationaux ne peut être séparé des autres objectifs du réseau. L'expérience des deux dernières années montre qu'il n'est pas possible de le laisser au secrétariat qui n'a ni les compétences multiples, ni le temps pour l'assurer seul. Pour que cet objectif soit effectif, la stratégie doit à notre avis distinguer deux aspects, l'appui aux chercheurs et aux programmes et l'appui aux systèmes nationaux.

L'appui aux chercheurs et aux programmes est en grande partie satisfaite par les activités d'échanges d'information, de formation et de recherche collaborative esquissées ci-dessus. Il faut le compléter en offrant aux chercheurs et aux programmes la possibilité de bénéficier d'appuis spécifiques et individualisés au sein des groupes de recherche collaborative de la part des chercheurs plus expérimentés. Par contre, comme on l'a vu, les organismes nationaux de recherche peuvent souhaiter un appui complémentaire de ceux que leur offrent déjà les bailleurs de fonds et les centres internationaux en matière de planification, d'évaluation ou d'institutionnalisation de la RSP et/ou de recherche de financement. Pour jouer ce rôle de conseiller, le réseau peut sélectionner parmi ses adhérents les plus expérimentés ceux qui seraient volontaires pour intervenir à la demande.

CONCLUSION

Les leçons qui se dégagent de l'exécution du programme 1989-1990 sont assez claires.

La première qui peut paraître une évidence pour un réseau concerne la communication entre les membres, le comité de pilotage, le secrétariat et les bailleurs de fonds. Pour le comité et le secrétariat, cela est indispensable pour connaître les besoins des membres et les informer des activités programmées et donc avoir leur participation. Cela est nécessaire aussi pour les bailleurs de fonds pour obtenir leur soutien et éviter les malentendus et incompréhensions quant aux objectifs et stratégies du réseau. Les erreurs dans la formulation du volet information scientifique et technique et le temps mis pour les rectifier illustrent assez bien la nécessité d'une bonne communication entre les différentes parties prenantes.

Une deuxième leçon concerne l'élaboration du prochain programme d'activités. Les objectifs essentiels du réseau ne sont remis en cause par personne. Au contraire, tout le monde voudrait les voir mis en oeuvre ce qui bien sûr, ne peut se faire en même temps compte-tenu des ressources disponibles. Il faut donc que sur la base de l'expérience acquise et des difficultés rencontrées, le comité et le secrétariat apportent plus de soins à l'élaboration de la stratégie, à la définition des activités, à leur articulation et à la détermination d'un échéancier réaliste. Ce programme devra être mieux présenté et discuté avec les adhérents à travers le bulletin trimestriel du réseau notamment et avec les bailleurs de fonds. Aussi importantes doivent être la définition et la mise en place d'un suivi-évaluation permanent des activités qui devraient être complétées par des enquêtes périodiques auprès des membres pour s'assurer de l'adéquation entre leurs attentes et les services offerts et procéder aux rectifications nécessaires. Une

évaluation externe tous les quatre ou cinq ans pourrait utilement compléter ce dispositif.

Une troisième leçon concerne la participation de tous aux activités. Le réseau ne peut reposer sur les épaules du secrétariat et de son coordonnateur en particulier même si une meilleure planification et une meilleure organisation permettront de mieux faire. Le comité doit donner l'exemple en secondant le secrétariat dans les activités retenues. Les correspondants nationaux sont actuellement sollicités pour la collecte documentaire et pour encourager les chercheurs à participer davantage. On pourra donc mesurer très rapidement si nos espoirs sont justifiés.

Notre sentiment est que le réseau sort de sa période de gestation avec une bonne organisation et une bonne adhésion de ses membres à ses objectifs. Les activités menées jusqu'à présent comme la réunion des responsables nationaux de la RSP, le symposium bi-annuel, le cours de formation à la méthodologie RSP et les appuis donnés aux systèmes nationaux, ont eu un succès indéniable. Le bilan du programme 1988-1989 n'est donc pas négligeable et il est permis d'être optimiste pour le programme à venir.

1990-04

RESPAO PROGRAMME D'ACTIVITES

1988 - 1990

UA-SAFGRAD

UA-SAFGRAD

<https://archives.au.int/handle/123456789/8526>

Downloaded from African Union Common Repository